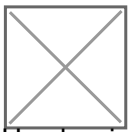


Dans le sud de la Syrie, une nouvelle et brutale occupation israélienne se dessine

Description

Les forces israéliennes ont avancé de plusieurs kilomètres en territoire syrien, confisquant des terres et des maisons, tuant des agriculteurs et cherchant à diviser la population diversifiée de la région.

Par Tareq al-Salameh, le 10 avril 2025



Un char israélien Merkava stationné entre Medinat al-Salam et Khan Arnabeh dans la province de Quneitra, en Syrie, le 5 janvier 2025. (Tareq al-Salameh)

Alors qu'il reprend ses opérations militaires dans la bande de Gaza, Israël a intensifié ses incursions terrestres dans le sud de la Syrie ces dernières semaines, tout en lançant des frappes aériennes dans tout le pays, de Lattaquié et Homs jusqu'à la campagne de Damas. Lors d'une attaque majeure le 25 mars, les forces israéliennes ont bombardé [Koya](#), un petit village de la vallée du Yarmouk dans le gouvernorat de Deraa, faisant au moins six morts.

« [Les troupes israéliennes] ont commencé à tirer sur les agriculteurs dès qu'ils les ont vus », a déclaré Nadia Aboud, une journaliste de 28 ans originaire de la ville voisine de Deraa, née en 1972, en relatant les témoignages des habitants du village. « Les agriculteurs, qui gardent des armes pour protéger leurs terres, ont riposté. » La situation a rapidement dégénéré en un affrontement plus important, l'armée israélienne ayant lancé au moins une frappe aérienne sur le village. « Deux [agriculteurs] ont été tués sur le coup. Lorsque d'autres se sont précipités pour les aider, les combats se sont intensifiés. »

Bien qu'Aboud ait souligné que « les habitants de Deraa veulent la paix et que l'accord de désengagement syro-israélien de 1974 soit respecté », elle a averti que la résistance persisterait. « Si Koya est à nouveau attaquée, ils la défendront jusqu'au dernier homme. »

L'attaque de Koya a été l'une des plus meurtrières depuis l'invasion de la Syrie par Israël il y a environ quatre mois. Le 8 décembre, quelques heures seulement après l'effondrement du régime de l'ancien président syrien Bachar Al-Assad, les forces israéliennes ont rapidement saisi des postes de contrôle abandonnés au sommet des montagnes, occupant ainsi des territoires [en violation](#) de l'accord de 1974.

Depuis lors, les avions de combat israéliens ont effectué des vols quasi quotidiens et frappé les anciens sites militaires d'Assad, soit [600 attaques](#) au cours des huit premiers jours des opérations militaires. Pendant ce temps, les troupes au sol ont avancé de 19 kilomètres en territoire syrien, construisant au moins neuf bases militaires et [élargissant les réseaux routiers et autres infrastructures de communication](#).

Le haut commandement israélien justifie ses bombardements en les présentant comme nécessaires pour empêcher que les stocks d'armes ne tombent entre les mains du nouveau gouvernement de Damas, dirigé par le président par intérim Ahmed al-Sharaa. Pourtant, al-Sharaa n'a [montré aucun signe](#) de volonté de conflit avec Israël, concentrant son attention sur la reconstruction de la Syrie et faisant pression pour lever les sanctions internationales, tandis que l'influence de l'Iran en Syrie a systématiquement affaibli par le départ d'Assad. Et sur le terrain, souvent à proximité d'anciens avant-postes militaires, il reste une poignée de villages, où vivent des milliers de Syriens qui subissent de plein fouet la nouvelle occupation militaire violente d'Israël.

Diviser pour mieux régner

À Rasm al-Rawadi, un petit village situé près de Quneitra dans la zone tampon démilitarisée entre la Syrie et Israël, les habitants se sont réveillés le 8 décembre au son des coups de feu et des bombardements aériens. « À 11 heures, les soldats [israéliens] ont enfoncé les portes des maisons pour tout fouiller », a raconté Ali al-Ahmad, un ancien du village âgé de 65 ans. « Pendant que l'armée israélienne fouillait les maisons et en détruisait certaines, de nombreuses familles ont été placées dans une école. » Depuis quatre mois, le village est sous contrôle israélien et près de 350 personnes ont été contraintes de quitter leurs maisons, réquisitionnées, selon al-Ahmad, à des fins militaires.

Bien que le Premier ministre Benjamin Netanyahu ait initialement qualifié l'incursion israélienne dans le sud de la Syrie de « [temporaire](#) », la présence militaire croissante d'Israël suggère le contraire. Plus récemment, le ministre de la Défense, Israel Katz, a affirmé qu'Israël « [doit rester dans le pays pour une durée indéterminée](#). »

Mohammed Fayyad, avocat et militant des droits de l'homme, a été [battu et détenu](#) par les forces israéliennes en janvier alors qu'il couvrait leurs opérations dans le village de Hamidye. En plus de ces rencontres violentes, il a déclaré à +972 dans son bureau de Quneitra que des responsables militaires israéliens « [pénétraient dans les villages à bord de véhicules civils blancs pour collecter des données, en remplissant des questionnaires statistiques sous prétexte d'offrir une aide humanitaire](#) ». En outre, il a affirmé qu'ils avaient proposé de payer les habitants « [au moins 75 dollars par jour pour construire l'infrastructure des bases](#) ».

« Après nous avoir tout pris, ils nous offrent de la nourriture, des médicaments, de l'électricité et du travail », a expliqué Fayyad. « Ils cherchent à provoquer la division et la séparation avec la nouvelle administration ». Mais jusqu'à présent, a-t-il noté, les habitants ont rejeté ces offres et « [refusent toute ingérence concernant la division de la Syrie](#) ».

Le 24 février, après un mois de calme relatif, les familles de Quneitra et de Deraa ont vécu une nuit de bombardements israéliens. Le lendemain, elles ont vu des chars et des camionnettes

armées entrer dans leurs villages. L'assaut a eu lieu juste après la première [Conférence de dialogue national](#) en Syrie, où des dirigeants politiques et religieux de toutes les communautés s'étaient réunis pour discuter de l'avenir du pays.

« Nous venons de terminer une guerre, mais nous n'avons aucun problème à commencer une autre avec Israël pour défendre notre pays », a déclaré Omar Hanoun, 47 ans, +972 dans sa maison du village d'Al-Rafeed, près de Quneitra. Omar Hanoun était l'un des organisateurs d'une [manifestation civile](#) le 25 février contre l'incursion militaire israélienne, alors que les soldats avançaient sur le village depuis le mont P'ar, qui est resté sous contrôle israélien depuis l'occupation du Golan lors de la guerre de 1967.

Selon Omar Hanoun et d'autres habitants interrogés par +972, le comportement des soldats israéliens a suivi un modèle similaire dans de nombreux villages de la région. « Ils ont détruit des arbres centenaires et tiré sur tous ceux qui s'approchaient », a-t-il déclaré, décrivant l'arrivée de l'armée israélienne à Al Asbah, un petit village près d'Al-Rafeed. « Ils ont même tué deux jeunes hommes à moto qui portaient un fusil de chasse avec eux, ce qui est normal dans cette région pour protéger le bétail. »

Bader Safi, enseignant à l'école locale de Kodana, un village situé à la frontière du Golan occupé, a déclaré +972 que des dizaines de soldats israéliens avaient confisqué les terres des habitants et effectuaient régulièrement des patrouilles dans la ville avec des chiens. « J'ai perdu le compte du nombre de fois où ils sont entrés dans notre village », a-t-il déclaré. « Un voisin et ami à moi, dont les terres ont été saisies [par les soldats], vit chez moi. Il pleure tous les jours parce qu'il a tout perdu. »

Cheikh Abu Nasr, 70 ans, d'Al-Rafeed, a déclaré que lorsque l'armée israélienne a envahi le pays, la population locale a résisté aux ordres de rester chez elle. « Nous croyons que c'est notre terre. Nous y avons planté des raisins et des figes. Nous ne reconnaissons pas l'état occupant », a-t-il déclaré, ajoutant que les forces du nouveau gouvernement syrien ne sont jamais venues au village pour offrir leur aide. « Nous sommes seuls, mais nous resterons ici sur nos terres, même si quelqu'un d'autre nous contrôle. »

Exploiter les Druzes

Une autre tactique qu'Israël utilise pour justifier son occupation consiste à revendiquer le soutien des Druzes du sud de la Syrie, la troisième minorité religieuse du pays, qui représente environ 3 % de la population. En appuyant sur la [loyauté des Druzes israéliens](#), qui servent en nombre dans ses forces armées, Israël a cherché à présenter sa présence comme étant approuvée localement.

Le 1er mars, Netanyahu et Katz ont ordonné aux forces armées israéliennes de se [présenter à Jaramana](#), un village druze du sud de la Syrie. « Nous ne permettrons pas au régime islamique extrêmiste de Syrie de nuire aux Druzes », a déclaré Katz, à la suite d'informations faisant état d'affrontements dans la banlieue de Damas. « Si le régime attaque les Druzes à Jaramana, nous réagirons. »

Autrefois petit quartier de la banlieue de Damas, Jaramana abrite aujourd'hui plus d'un million de Syriens issus de la classe ouvrière. Selon K. Aboulhosn, un étudiant en art de 25 ans, Jaramana est désormais une « ville multiethnique et multiconfessionnelle », dont la population a augmenté pendant la guerre civile lorsqu'elle est devenue un « refuge pour les personnes déplacées d'autres quartiers de Damas en raison de son calme relatif ».

De l'extérieur, les deux accrochages qui ont déclenché la réaction israélienne à un hôpital Al-Mujtahed et autre au poste de contrôle de Jaramana semblaient être un différend entre le personnel de sécurité local et les forces du nouveau gouvernement syrien dirigé par Ahmad al-Shara. Mais selon Makram Oubaid, avocat du Comité d'action civile de Jaramana, il s'agissait en fait de « deux affrontements sans rapport entre eux, de nature personnelle », qui ont dégénéré en un conflit de plus grande ampleur. Les incidents ont finalement abouti à un accord permettant aux forces de Hayat Tahrir al-Sham (HTS), qui, selon Oubaid, « n'intervenaient que pour arrêter les combats et rétablir l'ordre », d'établir un bureau et de partager les responsabilités en matière de sécurité dans le village avec la population druze locale.

Quelle que soit la nature des affrontements, pour le gouvernement israélien, la situation offrait l'occasion de se servir de la population druze pour affirmer davantage son influence sur la Syrie. Une semaine avant l'incident de Jaramana, Netanyahu avait [annoncé que](#) Israël « ne tolérerait aucune menace contre la communauté druze dans le sud de la Syrie ».

Aujourd'hui, alors que les divers groupes religieux et ethniques de Syrie négocient leur fragile coexistence après la chute d'Assad, l'invasion israélienne menace de briser cet équilibre délicat. « L'intervention d'Israël creuse le fossé entre les Druzes et les autres communautés syriennes », explique Farid Ayach, professeur d'arts visuels de 32 ans, +972 depuis son appartement de Jaramana. « Elle génère également des troubles dans les pays voisins, ce qui favorise [également] les intérêts d'Israël. »

Jusqu'à présent, tout indique que l'armée israélienne ne se retirera pas des zones qu'elle occupe dans le sud de la Syrie. En effet, la plupart des signes indiquent une nouvelle escalade, alors qu'Israël continue de renforcer ses positions et de prendre de nouvelles terres. Cependant, à la suite des attaques de février à Quneitra et Deraa, la population locale est de plus en plus impliquée dans la résistance à l'offensive israélienne.

Des manifestations contre l'invasion ont eu lieu dans divers quartiers de Damas, ainsi qu'à Deraa, Khan Arnabeh, Soueïda et dans plusieurs villes et villages de Quneitra. Même la communauté druze a rejeté les offres d'aide humanitaire et s'est mobilisée pour défier Israël. Lorsque le ministre de la Défense Katz s'est engagé à « aider » les druzes de Jaramana, les milices druzes de Suwayda se sont mobilisées en direction de Damas, déterminées à défendre leur peuple contre la supposée mission de sauvetage d'Israël.

« Le sud de la Syrie [conservera] sa dignité », a affirmé Fayyad, avocat et militant des droits de l'homme. « Nous avons des principes clairs : nous ne voulons pas répéter les événements de 1967 ni abandonner nos maisons et nos terres. »

Tareq al-Salameh est le pseudonyme d'un journaliste basé à Damas qui a souhaité rester

anonyme par crainte de représailles.

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine
Source : [+972 Magazine](#)

date création
2025/04/15